

Solidaires RATP

Janvier 2021

CST :

CONTRAT SOCIAL TORPILLÉ

Les capitalistes et les politiciens, qui sont leurs pathétiques marionnettes, ne manquent jamais d'imagination pour réduire les salaires. C'est exactement l'objectif de l'ouverture à la concurrence du Service Public des transports franciliens.

Sous prétexte d'harmonisation européenne (projet européen pourtant rejeté par référendum en 2005), **Guillouard et Péresse nous chantent aujourd'hui une funeste chanson** : pour que le groupe RATP puisse continuer à engranger des centaines de millions d'euros de bénéfices, il faut **sacrifier les agents**.

Première étape : le dépeçage du département Réseau De Surface (Bus et MRB)

En effet, IDFM prévoit de lancer très prochainement des appels d'offres pour l'exploitation du réseau de surface, auxquels l'EPIC RATP n'aura pas le droit de répondre. Conséquence : **les agents vont être transférés vers les entreprises privées** qui vont récupérer les marchés. Au passage, les machinistes et mainteneurs (enfin... ceux qui ne seront pas licenciés) vont devoir faire une croix sur leurs conditions de travail et leurs salaires.



Le CST présenté par Péresse et Guillouard



Le CST en vrai

CST : les tauliers jouent leur partition, mais la musique sonne faux

C'est là qu'intervient le CST (Cadre Social Territorialisé). Selon les costards-cravates, ce dispositif est censé permettre aux agents de conserver leurs salaires et conditions de travail tout en étant transférés vers des entreprises privées. Mais la réalité est toute autre. Pour un machiniste-receveur, le CST, c'est, entre autres :

Repos et CA = - 9 jours par an

Temps de repos entre 2 services = 10 heures au lieu de 11

Temps de travail = + 231 heures par an (soit 1 mois et demi gratuit)

Durée d'un service = + 20 minutes par jour

Salaire = + 0 € pendant plusieurs années

Dans de nombreux secteurs, la mise en concurrence a abouti à des catastrophes (ferroviaire en Angleterre, gestion de l'eau dans plusieurs pays, etc.). Aujourd'hui, le retour à la gestion publique de ces secteurs stratégiques se généralise. Ne laissons pas les décideurs reproduire les mêmes erreurs.

Défendons le Service Public, nos salaires, et nos emplois !

CONTRE LA PRIVATISATION, ORGANISONS-NOUS !